

L'Amérique latine réagit au plan Trump pour Gaza

Image not found or type unknown

La Havane, 5 janvier (RHC) Plusieurs gouvernements d'Amérique latine ont exprimé leur opposition au projet du président américain Donald Trump de « s'emparer » de la bande de Gaza pour « apporter la paix au Moyen-Orient », une mesure qui impliquerait le déplacement des Palestiniens vers les pays voisins.

Le Brésil

Depuis le Brésil, le président Luiz Inácio Lula da Silva a remis en question le plan et s'est demandé si les États-Unis, le plus grand allié d'Israël dans la région, devaient occuper le territoire palestinien.

« Ce qui s'est passé à Gaza est un génocide et, honnêtement, je ne sais pas si les États-Unis, qui font partie de tout cela, seraient le bon pays pour s'occuper de Gaza », a-t-il déclaré.

De même, Lula a rappelé que Washington « a encouragé tout ce qu'Israël a fait » dans ce territoire, notamment l'agression du pays hébreu qui a fait plus de 47 000 morts et plus de 111 000 blessés depuis le 7 octobre 2023.

Cuba

Cuba s'est jointe à ces déclarations. Depuis l'île, le ministre des affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a déclaré que « Gaza appartient au peuple de Palestine » et qu'« Israël et son sponsor, les États-Unis, doivent le respecter ».

« La seule alternative possible pour mettre fin au conflit doit être de reconnaître un État palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale », a-t-il proposé.

La Colombie

Pour sa part, le président colombien Gustavo Petro a estimé qu'avec ce plan, les Américains « vont déclencher la pire des guerres ».

« La base de celle-ci [la guerre] est qu'ils se croient le peuple de Dieu. Le peuple de Dieu n'est pas le peuple blanc américain, ni le peuple israélien, le peuple de Dieu est l'humanité tout entière », a-t-il souligné.

Image not found or type unknown

Le Mexique

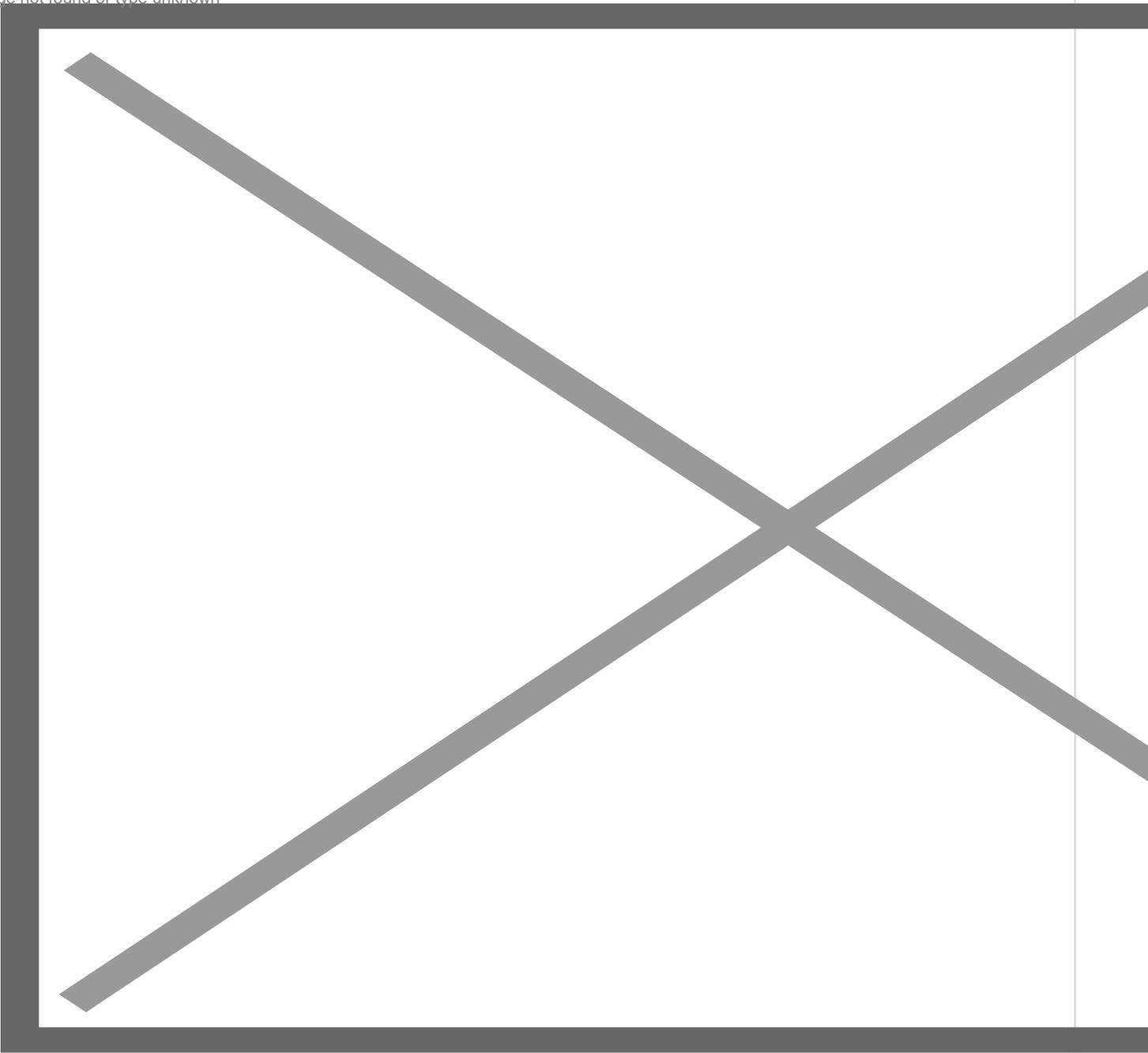
Interrogée sur le projet de M. Trump lors de sa conférence de presse matinale, la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a répondu que son pays reconnaissait depuis des années l'État palestinien et, dans le même temps, l'État d'Israël.

« C'est la politique du gouvernement mexicain depuis des années et maintenant, la nécessité de reconnaître les deux États et de construire une solution pacifique [au conflit] », a-t-il souligné.

L'approche

Le plan du président américain, qui a été dévoilé mardi après sa rencontre à la Maison Blanche avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, prévoit que les Palestiniens ne retourneront pas à Gaza, une région largement dévastée par le conflit. « Je suis simplement favorable à ce que l'on nettoie la région et que l'on en fasse quelque chose », a déclaré le président américain.

Image not found or type unknown



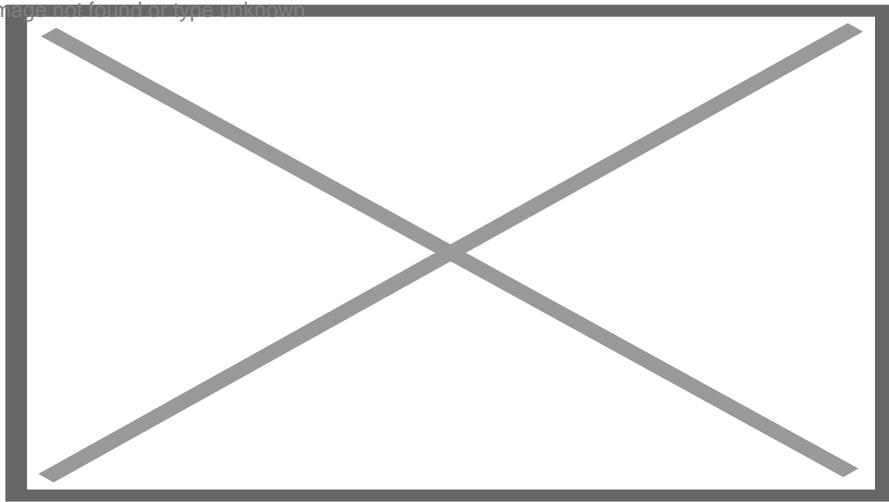
La Croix-Rouge attend la remise d'un soldat israélien dans un camp de réfugiés à Gaza, le 30 janvier 2025.

Mohammad Abu Samra / AP

L'alternative proposée par M. Trump consiste à reloger les habitants de Gaza dans les pays voisins, notamment en Égypte et en Jordanie. Il propose également d'établir un contrôle américain sur l'enclave.

Le secrétaire d'État Marco Rubio a exprimé son soutien à M. Trump. « Gaza doit être libérée du Hamas. Comme l'a dit le président aujourd'hui, les États-Unis sont prêts à prendre la tête du mouvement et à rendre à Gaza sa beauté. Notre objectif est de parvenir à une paix durable dans la région pour tous les peuples », a-t-il déclaré.

Image not found or type unknown



Netanyahou : « L'idée de Trump pour Gaza pourrait changer l'histoire ».

Le Hamas a critiqué ce plan, affirmant qu'il s'agissait d'une « recette pour créer le chaos et la tension dans la région ». « Notre peuple dans la bande de Gaza ne permettra pas que ces plans se réalisent, et ce qu'il faut, c'est mettre fin à l'occupation et à l'agression contre notre peuple, et non pas l'expulser de sa terre », a déclaré le porte-parole du groupe palestinien.

De même, les pays arabes se sont opposés à la proposition. Les chefs de la diplomatie et d'autres responsables gouvernementaux d'Égypte, de Jordanie, d'Arabie saoudite, du Qatar et de Palestine, ainsi que la Ligue arabe, ont déclaré qu'ils n'autoriseraient pas le transfert des Palestiniens de leur terre « quelles que soient les circonstances ou les justifications ».

(Source RT espagnol)



Radio Habana Cuba